

**DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE
ET DE L'ENVIRONNEMENT CHAMPAGNE ARDENNE**

REIMS, le 27 octobre 2008

Groupe de Subdivisions de la Marne
Nos réf. : MB/PB SMi- n° D I i 2008-1219 / MED
Affaire suivie par : Michel BRUN
☎ 03 26 77 33 50 ✉ 03 26 97 81 30
mel.prenom.nom@industrie.gouv.fr

OBJET : installations classées pour la protection de l'environnement.
Société Ciments CALCIA à Couvrot.

RAPPORT D'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
Visite d'inspection approfondie

Date de l'inspection : 9 septembre 2008

Etablissement visité : Société Ciments CALCIA
Usine de Couvrot – B.P. 7 – 51301 Vitry le François

Activité : cimenterie

Personne(s) rencontrée(s) / fonction(s) :

M. le directeur d'usine
Mme le chef de service développement qualité environnement
M. le chef du service fabrication

Inspecteur(s) des installations classées : Michel BRUN

Pièces jointes :

- annexe 1. lettre d'annonce de la visite d'inspection,
- annexe 2. plan d'implantation des installations contrôlées,
- annexe 3. Fiches de constats de la visite d'inspection et leur lettre d'accompagnement,
- annexe 4. Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure
- annexe 5. Copie de la lettre adressée à l'exploitant.

DRIRE certifiée pour les activités d'inspection des installations classées, du développement industriel et des contrôles techniques



Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

I – OBJET DE LA VISITE D'INSPECTION :

Cette visite d'inspection planifiée s'inscrit dans le programme de visite des établissements de Champagne Ardenne au titre de l'année 2008.

Elle porte sur les produits et notamment sur la conformité des stockages de produits solides, liquides ou gazeux avec certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1992.A.03.IC du 27 janvier 1992 modifié par différents arrêtés complémentaires.

L'ordre du jour figure en annexe 1.

II – PRESENTATION SUCCINCTE DES INSTALLATIONS INSPECTEES :

La cimenterie de Couvrot utilise différents produits entrant dans la fabrication du ciment, utilisés comme combustibles ou utilisés pour l'entretien du matériel. Les principaux stockages de produits présents sur le site et visés par la nomenclature, sont repris dans le tableau des installations mis à jour dans l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008.APC.63.IC du 20 mai 2008.

Un plan d'implantation du site figure en annexe 2.

III – RESULTATS DE LA VISITE D'INSPECTION :

L'ensemble des prescriptions techniques examinées, ainsi que les résultats de la vérification figurent dans le compte-rendu de la visite d'inspection en annexe 3 qui ont été laissées à l'exploitant lors de la visite.

L'inspection a révélé les non-conformités et écarts suivants :

- 1) Le combustible liquide de substitution "CLS ou Combsu" est un déchet utilisé par l'usine comme combustible. Ce produit est toxique en cas d'ingestion (phrase de risque R25) d'après la fiche d'homologation du déchet présentée lors de la visite. Le stockage de ce produit doit être autorisé sous la rubrique 1131 en régime AS. L'usine Ciments Calcia de Couvrot est donc en situation administrative irrégulière et l'affichage de ce produit n'est pas correct.
- 2) Des fûts ou bidons de produits liquides sont stockés sans rétention (dans la chaufferie, le local "bunker", dans le parc magasin).

L'exploitant a répondu le 1^{er} octobre 2008 aux constats de non conformités relevées. Ses réponses figurent dans les fiches de constats en annexe 3 :

- Concernant le premier constat, l'exploitant indique :

"Le CLS ou Combsu est, comme vous l'avez indiqué, et comme il ressort de la fiche d'homologation établie par Scori un déchet. Or, les rubriques de la nomenclature des ICPE 1100 et suivantes s'appliquent aux préparations et aux substances. La distinction déchets / préparations-substances est réalisée dans les textes relatifs aux conditions d'étiquetage et d'emballages des substances dangereuses (article 15 de l'AM 20/4/95, modifié 7/1/97) et des préparations (article 5 de l'AM 9/11/04) qui excluent "les mélanges de substances sous forme de déchets ». Dans ces conditions, le stockage du CLS n'est soumis ni à la rubrique 1131, ni d'ailleurs à la rubrique 167a qui concerne exclusivement l'activité de station de transit de déchets, à laquelle ne répond pas le stockage temporaire de déchets aux fins de valorisation énergétique en cimenterie. Si la fiche d'homologation établie par SCORI et dont vous avez pu vous procurer auprès de cette dernière la plus récente mise à jour, fait apparaître des phrases de risque, celles-ci n'ont aucune valeur de classification réglementaire et ont uniquement pour objectif d'informer les opérateurs des précautions à prendre du fait de la toxicité de ces déchets lors de leur manipulation."

- Concernant les rétentions, l'exploitant indique que ces rétentions sont prévues et une demande d'investissement est en cours de traitement à son siège (sans précision de date de mise en conformité).

La dernière fiche d'homologation du déchet "CLS", mise à jour en septembre 2007, que nous avons pu nous procurer, fait état de l'étiquetage CEE suivant :

- R20/21/22 : nocif par inhalation, contact avec la peau et par ingestion,
- R38 : irritant pour la peau,

- R65 : nocif, peut provoquer une atteinte des poumons en cas d'ingestion,
- R40 : effet cancérigène suspecté – preuves insuffisantes,
- R51/53 toxique pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.

IV - CONCLUSIONS :

1) Classement du CLS

Lors de la visite nous avons constaté, au vu de la fiche d'homologation déchet présentée, que le CLS (combustible liquide de substitution), stocké dans un réservoir de 1470 t, présente le critère "toxique en cas d'ingestion" avec la phrase de risque R25. La situation irrégulière de ce stockage, classable sous la rubrique 1131 relative aux stockages de substances et préparations toxiques, a été relevée.

La dernière fiche d'homologation déchet du "CLS" (combustible liquide de substitution) ne mentionne plus que ce déchet est toxique "R25", mais mentionne la catégorie de danger "toxique pour les organismes aquatiques (R51/53)". Ce déchet liquide est une préparation visée à la rubrique 1173 relative au stockage et emploi de substances et préparations toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. Le CLS est stocké dans un réservoir de capacité de 1470 t, supérieure à la quantité de 500 t correspondant au seuil de classement AS de la rubrique 1173.

Dans sa réponse, la société ciments CALCIA limite le champ d'application de la rubrique 1000 de la nomenclature aux seules substances et préparations soumises à la réglementation sur l'étiquetage et l'emballage des substances dangereuses.

Pour l'application de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, la définition de substance et de préparation est donnée par la rubrique 1000, en sous titre "définition", qui renvoie à la définition donnée par l'article R231-51 du code du travail (recodifié en articles R4411-3 à 5). Cette définition de préparations est la suivante : "On entend par préparations, les mélanges ou solutions composés de deux substances ou plus.". Les déchets, identifiés comme mélanges ou solutions composés de substances, sont donc a priori des préparations au sens de la nomenclature des installations classées.

Cette analyse est conforme à la directive CEE n° 96/82 du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (directive dite "Seveso II") dont les dispositions sont traduites, dans la réglementation française, par :

- la nomenclature des installations classées pour ce qui concerne le seuil haut (régime AS)
- l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs pour ce qui concerne le seuil bas.

A ses fins, la directive n° 96/82 précise, en son article 3, la définition de substances dangereuses :

"les substances, mélanges ou préparations énumérés à l'annexe I partie 1 ou répondant aux critères fixés à l'annexe 1 partie 2 et présents sous forme de matière première, de produits, de sous produits, de résidus ou de produits intermédiaires, y compris ceux dont il est raisonnable de penser qu'ils sont générés en cas d'accident.". Cette définition inclut les déchets tels que le "CLS".

Des textes excluent, de leur champ d'application, les déchets des substances ou préparations soumises à certaines dispositions réglementaires, par exemple :

- l'arrêté du 9 novembre 2004 définissant les critères de classification et les conditions d'étiquetage et d'emballage des préparations dangereuses (article 5) ;
- le code du travail, sous section concernant la déclaration des substances nouvelles (art. 4411-8),
- le code du travail, sous section concernant l'information des autorités pour la prévention des risques (art. R4411-44).

Ce n'est pas le cas pour les substances et préparations visées par la définition de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées.

La rubrique 1000 rappelle, en sous-titre "classification", comment sont classés les substances et les préparations. Concernant les préparations, le texte est le suivant :

"Le classement des préparations dangereuses résulte :

- du classement des substances dangereuses qu'elles contiennent et de la concentration de celle-ci ;
- du type de préparation.

Les préparations dangereuses sont classées suivant les dispositions de l'arrêté du 9 novembre 2004 (non applicable aux déchets) définissant les critères de classification et les conditions d'étiquetage et d'emballage des substances et préparations dangereuses."

Ces indications permettent les deux interprétations suivantes concernant les préparations que sont des déchets :

- Première interprétation : la détermination des critères de danger du déchet suit les mêmes méthodes que celles indiquées à l'arrêté du 9 novembre 2004 ;
- Deuxième interprétation : il n'existe pas de règle pour la classification des déchets puisque l'arrêté du 9 novembre 2004 ne s'applique pas aux déchets.

La directive n° 96/82 donne l'interprétation qu'il convient de donner. Elle précise (notes de l'annexe I) :

"Dans le cas de substances et préparations qui ne sont pas classées comme dangereuses conformément à l'une des directives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses, par exemple les déchets, mais qui possèdent ou sont susceptibles de posséder, dans les conditions régnant dans l'établissement, des propriétés équivalentes en termes de potentiel d'accidents majeurs, les procédures de classement provisoire sont suivies conformément à l'article régissant la matière dans la directive appropriée."

Toutefois, ainsi que nous l'a indiqué le ministère chargé du développement durable (MEEDDAT) dans son avis en date du 19 septembre 2008, le classement des déchets dans la nomenclature des installations classées actuelle n'est pas lié aux propriétés de dangers des substances qu'il contient.

Une révision de la nomenclature des installations classées est en cours à ce jour sur les rubriques « déchets », afin d'assortir le classement des unités d'élimination à la nature des substances qu'ils renferment.

La rubrique 1173 exclut les substances et préparations visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature. Le terme famille doit être interprété au sens strict comme famille chimique.

Le CLS est également inflammable est pourrait être visé par la rubrique 1432 relative aux stockages de liquides inflammables. Cependant, dans le cas où un produit est visé par ses critères de danger dans deux rubriques de la nomenclature, il convient de retenir le classement dans la rubrique ayant le seuil le plus contraignant.

Cette analyse est conforme à la note de la directive n° 96/82 du 9 décembre 1996 :

"Dans le cas de substances et préparations présentant des propriétés qui donnent lieu à plusieurs classifications, on applique, aux fins de la présente directive, les quantités seuils les plus bas."

En conséquence, malgré les indications de dangers figurant à la fiche d'homologation du CLS "combustible liquide de substitution", le stockage de ce déchet dans l'usine de la société Ciments CALCIA à Couvrot ne relève pas à ce jour du classement AS (autorisation avec servitudes d'utilité publique) en référence à la rubrique 1173.

Cependant, les indications des fiches déchets peuvent présenter des informations sur les risques encourus. Aussi, afin d'évaluer la nécessité d'adapter les mesures de prévention ou de protection existantes sur le site au regard des risques présentés par ce déchet, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant doit s'assurer des caractéristiques toxiques du déchet concerné au plus juste, et doit préciser comment il caractérise le déchet "CLS" par rapport aux phrases de risques. Un courrier est adressé à l'exploitant en ce sens (copie en annexe 5).

2) Rétentions

Lors de la visite, nous avons constaté que certains stockages en fûts ou bidons de produits liquides ne sont pas associés à une rétention. La société Ciments CALCIA prévoit l'aménagement de ces rétentions mais sans engagement de date.

L'inspection des installations classées considère que dans ce cas, il y a lieu de rappeler par voie de mise en demeure la prescription à respecter.

V – SUITES ADMINISTRATIVES :

Compte tenu de ce qui précède, nous proposons à monsieur le préfet de mettre en demeure la société Ciments CALCIA de respecter, dans un délai d'un mois, les prescriptions de l'article 246-1 de l'arrêté préfectoral n° 1992.A.03.IC du 27 janvier 1992 modifiées par l'arrêté complémentaire n° 2000.A.60.IC du 15 mai 2000.

Un projet d'arrêté de mise en demeure rédigé en ce sens est joint en annexe 4 de ce rapport.

Rédacteur	Valideur	Approbateur
L'inspecteur des installations classées,	L'inspecteur des installations classées,	Pour la Directrice par intérim et par délégation, Le Chef du Service Régional de l'Environnement Industriel,
SIGNE	SIGNE	SIGNE
Michel BRUN	Thierry DEHAN	Marie LECUIT-PROUST